

Peuples et armées

« Je conduirai mon peuple par la main, jusqu'à ce que ses pas soient assurés et qu'il connaisse la route. A ce moment, il pourra choisir librement son guide et se gouverner lui-même. Alors mon œuvre sera accomplie et je pourrai me retirer. Mais pas avant ! » (Mustapha Kemal Atatürk, discours du 8 août 1926 devant l'Assemblée nationale).

Cette fin de semaine, le soleil d'Allah s'est couché maussade sur l'Occident et levé radieux sur l'Orient. Qu'il est poignant ou agréable, selon la nature des faits, de regarder l'Histoire se faire en mal ou en bien !

Le peuple turc n'a pas tué son armée ni ne l'a licenciée, il l'a renvoyée à ses missions naturelles après lui avoir donné une bonne leçon, comme l'avait fait avant lui le peuple burkinabé il y a un an dans des circonstances similaires. Et en tête de ces missions il y a la défense du territoire contre les menaces extérieures. Elle ne le fera que mieux quand elle se concentrera sur son métier de base au lieu de conspirer en permanence pour maintenir sous sa tutelle, par l'abrutissement et la peur, le peuple via de faux partis et la fraude électorale.

Avec le progrès des technologies de la communication, nous avons la chance de pouvoir suivre les événements marquants de notre temps et de les vivre comme si nous étions sur place. On assiste en direct à l'Histoire se faisant sur le vif et voit les acteurs agir et parfois mourir sous nos yeux incrédules. On peut même choisir la lorgnette par laquelle regarder (la chaîne TV et sa ligne éditoriale) et la langue qu'on préfère.

Ce week-end, l'actualité a été cruelle et généreuse à la fois, offrant successivement au monde deux spectacles de l'extrême, l'un inouï en horreur, le massacre de Nice ; l'autre exaltant en la forme d'un compte-rendu minuté de l'échec de ce qui est probablement le dernier coup d'Etat militaire de l'histoire de la Turquie. Si le premier nous a atterrés et lessivés, le second nous a ramenés à la conscience et ragaillardis.

Aussitôt m'est apparu le point commun entre ces deux pôles de l'émotion : l'islamisme. Dévastateur dans le premier exemple, en voie de normalisation dans le second, puisque le gros de l'armée et surtout l'opposition laïque qui aurait pu profiter de l'élimination de l'AKP par la violence ont tous deux rejeté cette «opportunité», préférant miser sur la compétition démocratique à la loyale.

Dans le premier cas, j'ai passé la nuit à espérer que ce ne soit pas un Algérien quoique sachant que ça n'y changerait rien au fond : il suffit que ce soit un «Mohamed» pour que nous le payions cash ou à crédit, directement ou indirectement. Dans le second cas, j'ai été frappé par l'intelligente riposte du président Erdogan et davantage encore par la réactivité du peuple turc qui a tout de suite envahi les espaces publics et encerclé vaillamment les chars et les

troupes déployés par les putschistes, craignant pour la démocratie davantage que pour sa vie.

Nous autres Algériens cumulons beaucoup de raisons d'être à tout le moins tenus en suspicion dans le monde : en raison de notre guerre de libération dont les plaies sont encore vives en France, à cause de notre singularisation dans la barbarie terroriste dans les années 90, au vu de notre forte implantation en France, pour notre classement dans les dernières places en tous domaines et, enfin, en vertu de notre «qualité» de musulmans capables de basculer à n'importe quel moment ou endroit dans

trée par les urnes et non les armes. L'armée, prétendant dans le communiqué diffusé dans la soirée de vendredi, voler au secours de l'ordre démocratique et garantir le respect des droits de l'homme et de la laïcité, constitua dans cette perspective un «Conseil» pour diriger le pays. Aussitôt le peuple sortit en masse et se dirigea vers les positions occupées par les factieux autour des aéroports et sur les places des grandes villes pour leur jeter au visage avec aplomb : «Rendez dans vos casernes, on n'a pas besoin de vous !»

Si on ne voit dans certains événements décisifs que leur aspect informationnel au lieu d'une avancée humaine, d'une matière à réflexion ou d'un exemple utile à sa propre gouverne, si on ne regarde l'Histoire au moment où elle se fait qu'à la manière de vaches affalées dans un pré, ruminant et regardant les trains défilier sous leur regard éteint, sans émotion ni interrogation sur le rapport avec leur condition, on n'est pas meilleur que ces vaches. Mais si l'on est des êtres humains conscients et responsables, on doit rabattre les événements de Nice et d'Istanbul sur notre propre situation pour en tirer les enseignements utiles au drame de la populace tenue en laisse depuis notre indépendance par des garde-chiourmes que nous sommes.

Les événements d'avant-hier nous ont démontré une fois encore que là où existe un peuple l'armée n'a rien à faire dans la politique, la protection de la Constitution et les droits de l'homme. Le peuple et ses inépuisables ressources humaines y suffisant amplement. Mais, comme dirait l'autre, il y a un peuple et une armée, chaque pays ou semblant de pays ayant celui et celle qu'il mérite.

Faut-il qu'un peuple perde pour que son armée gagne, ou qu'une armée perde pour que son peuple gagne ? Il n'y a que dans les pays sous-développés sur tous les plans qu'existe cette perception dialectique, ce clivage, et nous en sommes un. Aucun régime militaire n'a

Qui a jamais violé la Constitution en dehors de Ben Bella, Boumediene et Bouteflika, non dans l'intérêt du peuple mais du leur, prioritairement et exclusivement ? Quand est-ce que le peuple algérien a été impliqué ou consulté dans la rédaction des dispositions constitutionnelles ? A quand l'heure de sa délivrance du despotisme et de l'offense permanente qui lui est faite en le maintenant de force dans la culture du douar, sous la menace de gardes champêtres sans vergogne et aux appétits insatiables ?

développé son pays comme l'ont attesté les dizaines d'expériences tentées sous toutes les latitudes au siècle dernier, et les armées les plus fortes sont indubitablement celles des Etats de droit et des régimes démocratiques.

Le peuple turc n'a pas tué son armée ni ne l'a licenciée, il l'a renvoyée à ses missions naturelles après lui avoir donné une bonne leçon, comme l'avait fait avant lui le peuple burkinabé il y a un

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr
noureddineboukrouh.facebook



an dans des circonstances similaires. Et en tête de ces missions il y a la défense du territoire contre les menaces extérieures. Elle ne le fera que mieux quand elle se concentrera sur son métier de base au lieu de conspirer en permanence pour maintenir sous sa tutelle par l'abrutissement et la peur le peuple via de faux partis et la fraude électorale.

Il n'y a plus que dans le douar algérien où l'on pense que sans l'armée le pays est perdu. Si c'était vrai, alors nous mériterions de disparaître le plus vite possible de la surface de la terre pour n'être ni un peuple, ni une société, ni une nation mais un troupeau humain, une végétation (puisqu'on se plaît à se définir avec orgueil comme étant une «hchicha talba m'îcha»), acceptant de vivre dans n'importe quelles conditions pourvu qu'on ait une «loqmat-al-aïch» et le loisir de se reproduire sans raison, fonction ou but.

L'armée, le peuple et les partis politiques algériens communient «patriotiquement» depuis toujours dans le dogme que l'ANP est la garante de la Constitution, de la souveraineté nationale, de l'unité du peuple et de l'intégrité du territoire, ce qui est universellement faux, concrètement irréalisable et néfaste à notre santé mentale, intellectuelle et morale. La dernière preuve nous a été administrée en quelques heures avant-hier par la Turquie. Ces choses-là, ces

responsabilités-là, sont du ressort de l'ensemble de la communauté et non d'une institution quelle qu'elle soit : armée, présidence, hommes d'affaires, syndicats, opposition... C'est à l'ensemble des forces vives de la nation, à la «souveraineté populaire», comme c'est illusoirement affirmé dans notre Constitution, qu'il incombe de protéger la Constitution et l'ordre légal comme vient de le faire le peuple turc.